

Thème : Prise en charge sociale des victimes

MALGRE LES CICATRICES, LES RESCAPEES RETROUVENT PETIT A PETIT LE GOUT A LA VIE

Les victimes et rescapées du génocide de 1994, qui a emporté plus d'un million de personnes au Rwanda, continuent, à ce jour, de payer un lourd tribut à ce drame; spécialement en ce qui concerne leur prise en charge sociale. Juste après les massacres, l'Etat rwandais s'est retrouvé en face d'un nombre très élevé de personnes handicapées, de veuves et d'orphelins. En plus du délabrement du tissu socio-économique qui venait de le frapper ! Plusieurs cas de traumatisme et d'hystérie ont été détectés et une forte propagation du virus du VIH/Sida s'en est suivi en raison notamment des violences sexuelles dont la plupart de femmes et enfants étaient la cible. Que sont devenues ces rescapées ?

Au moins trois cent mille personnes, dont 65% de femmes, ont perdu leurs biens et se sont retrouvées sans abri. C'est le bilan qui a été dressé au lendemain du drame de 1994. Représentant l'un des groupes vulnérables, les femmes ont beaucoup souffert et continuent à souffrir le plus à cause notamment des multiples violences physiques qu'elles subissaient. Certaines d'entre elles présentent des blessures ou cicatrices de machettes. Selon l'association des veuves du génocide (AVEGA), 80% des femmes violées interrogées (1125) sont traumatisées et près de 70% d'entre elles sont atteintes du Sida. La vie n'a presque plus de sens pour elles.

Au-delà des problèmes liés à leur santé, environ 25 000 veuves sont confrontées aux problèmes d'habitat. Celles qui n'ont pas encore bénéficié de l'assistance du gouvernement sont logées dans des petites localités misérables aux alentours de la ville de Kigali. En vue de leur réhabilitation psychosociale, le Fonds national pour l'assistance aux victimes du génocide et des massacres perpétrés au Rwanda (FARG) les plus nécessiteuses a construit, pour quelques femmes rescapées, 84 maisons dans le quartier Kimironko (place des termites) dans la ville de Kigali.

La majorité des femmes qui tiennent ces maisons étaient encore mineures lors du drame de 1994. C'est le cas de Jeannette Mukandinda qui, au moment du génocide, avait 17 ans. Elle avait assisté au massacre de toute sa famille à Shyorongi à une dizaine de Km de Kigali avant de se réfugier sur la colline et, plus tard, en brousse. Aujourd'hui, à 28 ans, elle a à sa charge 6 enfants; ceux d'une de ses grandes sœurs décédées. Soucieuse de subvenir aux besoins de sa petite famille, Jeannette a travaillé au moment de la mise sur pied de cette structure comme coordinatrice de la branche du FARG. Elle s'occupait particulièrement de l'éducation, de la santé et du logement dans le secteur de Kaguru. Malheureusement elle a dû être évincée au profit de candidats et candidates détenteurs d'un diplôme d'études supérieures. Grâce à l'assistance du FARG, elle s'est inscrite à l'Université libre de Kigali où elle suit actuellement les cours du soir. Son plus grand vœu est de rencontrer un homme avec qui partager sa vie.

Sa voisine, Alexia Mukayiranga vit presque la même situation, à la différence qu'elle tient un ménage de 8 enfants dont deux sont des cousins issue d'une tante maternelle et le reste sont ses propres petits frères. Ils sont tous en âge scolaire. Venue de Nyanza au sud du pays, elle avait 15 ans lorsque ses parents et quelques membres de sa famille furent exterminés. « J'ai dû arrêter mes études pour jouer le rôle de maman. Je ne sais faire

autrement, je suis contrainte de m'occuper d'eux parce qu'il n'y a personne d'autre pour le faire à ma place», rapporte-elle, le sourire aux lèvres.

Malgré l'assistance du FARG, à qui le gouvernement alloue seulement une somme égale à 5% du budget ordinaire de l'Etat, les femmes rescapées du génocide estiment que leurs besoins plutôt nombreux ne sont pas entièrement satisfaits d'autant plus que l'aide, largement inférieure à la demande n'intervient pas toujours de façon régulière. Selon le secrétaire exécutif du FARG; Jean Marie Karekezi, il faudrait attribuer à peu près 20 000 logements à tous les nécessiteux. Le montant requis pour cette opération est estimé à 100 milliards de dollars américains.

Face à cette difficulté, les veuves, qui retrouvent petit à petit goût à la vie, n'entendent pas croiser leurs bras ni attendre que la manne leur tombe du ciel. Elles s'adonnent à de petites activités qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. Certaines tiennent de petites plantations de riz, d'autres font de l'élevage ou encore passent leur temps à tricoter et à coudre... Elles bénéficient également de micro crédits que leur accorde AVEGA. Cette association a pour principal objectif d'appuyer les activités visant à améliorer les conditions de vie des veuves du génocide...

Justine Meli
Journal La République
Lubumbashi, RDC